

Un pour tous, tous pour un

La situation actuelle en Tunisie et en Égypte nous rappelle l'importance de la liberté et de l'égalité, celles-ci étant la base d'une société de bien être.

Même si les démocraties européennes sont fortifiées par des droits universels, nous ne pouvons pas fermer les yeux en se promenant sur les rues des villes, et ne pas voir la pauvreté installée devant les palais. Tout cela nous oblige à renouveler et renforcer la cohésion sociale européenne. Comme Thorbjørn Jagland, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe l'a évoqué „Le grand projet européen après la guerre a commencé avec la prise de conscience [...] que tout le monde était dans le même bateau [...] et avec le même désir d'avoir une vie bonne et décente. Nous devons commencer à partir de ce point encore une fois.“

Contre la précarité

„Lutter contre la pauvreté, la précarité, les discriminations et l'élargissement des inégalités“, „renforcer la cohésion sociale“ ou „citoyenneté démocratique inclusive de toute diversité“ sont les idées fortes d'une charte qui a été présentée par le Conseil de l'Europe (COE) et la Commission européenne les 28 février et 1^{er} mars 2011 à Bruxelles.

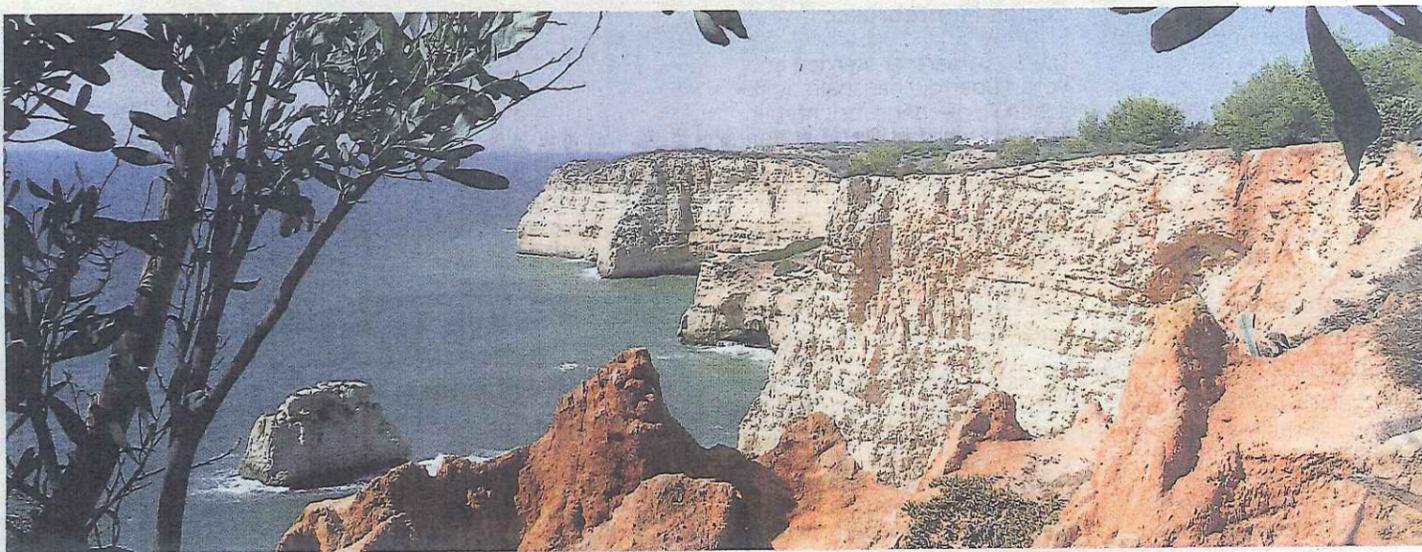
Cette „Charte européenne des responsabilités sociales partagées“ vise à donner une réponse collective à la crise financière et économique. Cette réponse peut venir de l'ensemble des composantes de la société des 47 pays européens membres du COE dans un contexte économique et social globalisé qui doit mieux prendre en compte les générations futures.

Problèmes épineux

La proposition de cette charte insiste sur la coopération et la meilleure compréhension entre 3 acteurs principaux: le secteur public, le secteur privé et le citoyen. En effet aujourd'hui, se pose régulièrement la question de la prise en charge des responsabilités sur ces problèmes épineux. Cela relève-t-il du devoir des autorités locales, régionales ou nationales? Est-ce aux institutions européennes d'assumer cette responsabilité, ou aux acteurs du secteur public? Quel est le rôle du citoyen dans ces processus qui déterminent sa vie et celles de ses descendants? La Charte incite les parties prenantes à s'inspirer, reconnaître et valoriser les potentiels du secteur de l'économie sociale et solidaire ayant comme principes fondamentaux, la finalité des services à la communauté ou la contribution à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens.

Les participants du séminaire se sont réjouis de l'initiative, mais en regardant la liste de presque 400 experts, on ne voit qu'une quinzaine de noms ne représentant pas des institutions, des autorités publiques ou des ONG. Dès lors on s'interroge: Où sont les représentants des entreprises? Où sont les citoyens eux-mêmes pour s'exprimer et donner leurs avis? La réussite des objectifs requiert la participation de toutes les parties prenantes. Ainsi, il est indispensable de leur en donner le pouvoir et de les en rendre capable. Sinon, cette Charte risque de n'être qu'un nouveau document à encadrer et accrocher au mur. Agnes Gyólai, INEES

Une histoire de locomotive folle ...



En Algarve, „In Loco“ est devenu expert en matière de projets cogérés entre pouvoirs publics et groupes de citoyens

Abílio Machado, OPE

C'est en Algarve que les „Pactes européens“ nous ont emmenés mi-février en voyage apprenant. Chez nos amis de l'association „In Loco“. Une randonnée à travers trente ans de développement du territoire, de défense de la citoyenneté et de préservation de la culture ... sous toutes ses formes.

C'est sympa l'Algarve en hiver, hormis la pluie et un chauffeur de taxi qui aurait pu faire carrière en Formule 1. On peut jouir du paysage d'une nature largement préservée, pleine d'une flore endémique, méditerranéenne, qui nous renvoie cruellement aux manques de nos systèmes éducatifs qui ne nous permettent pas de nommer les fleurs, les arbustes et les arbres ... On reconnaît tout de même le chêne liège et l'olivier, emblématiques de cette forêt vallonnée qui fait tampon entre la côte et les plaines de l'Alentejo.

„In Loco“, qui veut dire à la fois „locomotive“ et „folie“, est présent sur ce territoire déshérité depuis trois décennies. On trouve à l'origine, une poignée de professeurs de l'université de l'Algarve soucieux de progrès économique et humain pendant les années de transition entre dictature, démocratie à consolider et intégration du pays dans le giron européen.

Le budget participatif

Aujourd'hui, le combat continu. Une trentaine de salariés, des activités foisonnantes, tant au niveau national qu'europeen, „In Loco“ aide à la création d'entreprises, forme et accompagne des animateurs socioculturels dans les villages, organise des foires, propose des cours du soir ... Ils sont devenus experts en matière de projets cogérés entre pouvoirs publics et groupes de citoyens. C'est là que le concept de budget participatif prend toute son importance.

Parfois les idées folles peuvent mener loin: In Loco donne une nouvelle dimension au développement de la citoyenneté en favorisant l'implication: Le budget participatif est un des outils importants. Pour résumer, le concept signifie que les citoyens peuvent s'organiser de façon à prendre part à l'élaboration, puis à la gestion d'investissements communaux qui concernent directement leur vie quotidienne. Un effort de pédagogie et de formation, qui s'adresse aussi bien aux citoyens qu'aux élus locaux, est absolument nécessaire. Car le budget participatif ne pose pas moins que la question d'une nouvelle forme de gouvernance locale plus directe et démocratique.

Le concept de budget participatif est né en 1988 au premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre.

L'idée a fait du chemin depuis. Rien que dans cette ville, 150.000 personnes sont impliquées dans des budgets participatifs. Le phénomène a ensuite gagné le terrain

de l'Amérique du Sud ainsi que celui de l'Europe. In Loco intervient en tant qu'expert reconnu auprès d'entités importantes comme la ville de Lisbonne, le gouvernement du Cap Vert et même auprès de l'ONU. Elle travaille actuellement à la construction d'un réseau international dans le but de consolider le concept et de faciliter les échanges d'expériences, notamment par la mise en place d'un site internet qui propose des informations et des outils de gestion de budgets participatifs.

Cette initiative intéresse OPE, ne serait-ce que par son expérience déjà longue de collaboration directe avec les communes, à travers ses associations locales (les CIG), qui forment de véritables tables rondes citoyennes pour développer des projets au plus près des besoins et des désirs des habitants. Un savoir-faire de plus de dix ans maintenant.

Pour en savoir plus:
www.op-portugal.org
www.infobp.org

Foire européenne des entreprises d'insertion à Barcelone

L'économie solidaire et les marchés publics

La Foire européenne des entreprises d'insertion s'est tenu les 23 et 24 février derniers à Barcelone. L'occasion pour Objectif Plein Emploi de réaffirmer son parti pris pour l'économie solidaire et de proposer un état des lieux sur la question des marchés publics au Luxembourg.

La foire a été un bel événement. Environ soixante-dix exposants, associations et coopératives de toute l'Espagne, réunis sous l'appellation d'entreprises sociales, y étaient représentées. La diversité bigarrée des stands, véritable vitrine du professionnalisme auquel le secteur s'est élevé, rendait bien compte du large éventail des produits et services mis en valeur. Entre des projets environnementaux prévenant les feux de forêts, de l'artisanat en tous genres, de la restauration typée et de bonne qualité, de la création de mode ou encore de la récupération d'objets second hand, il y avait à boire et à manger (au propre comme au figuré).

Revendications, encore et toujours ...

Parmi cette profusion, le stand d'ENSIE („European Network of

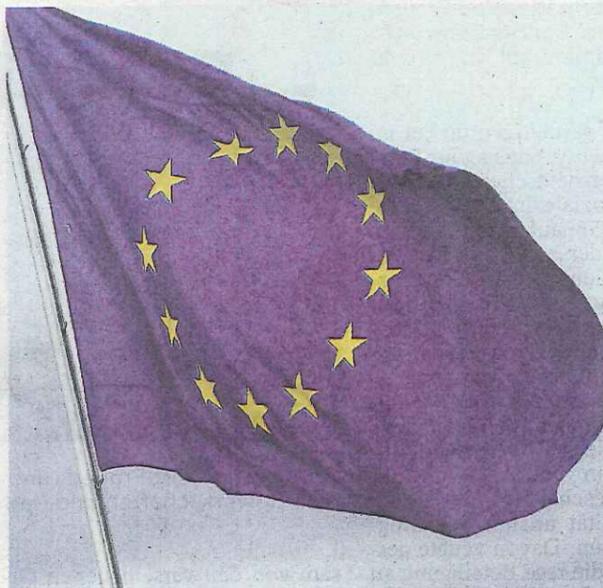


Photo: AP Photo/Marius Schreiber

La législation européenne propose des réponses par, entre autres, la pondération entre critères économiques et sociétaux

Social and Insertion Entreprises“), dont OPE fait partie. Sa présence ouvrait la foire à une flopée de pays européens, dont des nouveaux arrivés, tels la République Tchèque, la Roumanie, la Pologne et la Slovaquie.

Bien-entendu, ce genre d'événements est toujours l'occasion de débats entre les intéressés et

les pouvoirs publics, et sert de caisse de résonance à un certain nombre de revendications politiques. Plusieurs conférences ont ainsi ponctué les deux journées. Nos amis espagnols ont planché notamment sur l'élaboration d'un label de qualité pour le secteur... affaire à suivre. Alors qu'ENSIE a organisé une confé-

rence sur les clauses sociales dans les marchés publics, à laquelle OPE était conviée à exposer la situation luxembourgeoise.

Disons-le d'emblée, du point de vue économie solidaire la question des marchés publics dépasse largement le cadre restreint des clauses sociales. Ces dernières se traduisent trop souvent par des quotas sociaux que des organismes, notamment d'insertion, sont invités à remplir en sous-traitance. Repeindre l'économie en „social“, laisser les miettes aux „exclus“ pour se donner bonne conscience, appelez cela comme vous voudrez, les questions de fond demeurent.

La législation européenne propose des réponses par, entre autres, la pondération entre critères économiques et sociétaux: le prix ne doit plus primer sur l'équité, le développement durable, les conditions de travail, l'accès d'entreprises solidaires à ces marchés ... En somme, le sens qu'il convient de donner à l'affectation des deniers publics.

Le fait que le Luxembourg soit le seul pays en Europe à s'être doté d'un ministère de l'Économie solidaire a suscité une ola d'espoir à Barcelone. Espérons que la question des marchés publics trouve la place qu'elle mérite dans l'action de ce dernier.

Abílio Machado, OPE